

# Le secteur culturel veut éviter que le Brexit se transforme en tragédie

**Politique culturelle** Les acteurs culturels de toute l'UE font entendre leur voix.

Des deux côtés de la Manche, les acteurs du monde culturel se demandent avec inquiétude quel impact aura pour leurs activités la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Une soixantaine d'experts, d'artistes et de directeurs d'institutions venus de toute l'Europe se sont penchés sur la question, le 24 septembre à Bruxelles, à l'invitation de Bozar, de l'European Cultural Foundation et du British Council. *"Il ne s'agit pas uniquement de limiter les dégâts, mais aussi de dire ce que nous voulons et de voir comment resserrer les liens"*, a commenté la romancière et présentatrice de télévision et de radio britannique Francine Stock, avant que les trois ateliers présentent leurs conclusions et recommandations.

Le sentiment du monde culturel est que ses préoccupations n'ont jusqu'ici pas été prises en compte par les négociateurs européens. L'agenda public du négociateur en chef du

Brexit pour l'UE, Michel Barnier, ne renseigne aucune entrevue avec des organisations du secteur culturel. Quant à la partie britannique... *"C'est à nous de faire des propositions, parce qu'ils n'ont aucun plan"*, insiste le Britannique Paul Pacifico, chef exécutif d'Impala, l'association des compagnies musicales indépendantes.

Les participants de l'événement *Moving beyond Brexit: Uniting the cultural and creative sectors* étaient répartis en ateliers, portant sur trois thèmes: la mobilité des artistes et des œuvres, les subventions européennes et le cadre juridique post-Brexit.

## Pas de frontière

La principale crainte du monde culturel est que le Brexit dresse des barrières à la circulation des artistes et des œuvres entre l'Union et le Royaume-Uni. Aussi les panelistes recommandent-ils aux deux parties de préserver autant que possible la liberté de circulation et le

droit de résidence des acteurs du secteur culturel, grâce à des accords de réciprocité, qui éviteraient les procédures administratives restrictives et coûteuses.

Une autre question porte sur la continuité de l'application des législations européennes relatives à la culture outre-Manche. Les experts souhaitent notamment que Londres s'engage à transposer la directive sur la réforme du droit d'auteur, quand bien même elle ne serait adoptée qu'après

le Brexit. Les participants soulignent également l'importance de la directive sur les services médias audiovisuels, qui établit les règles communes pour les éditeurs de services de l'UE et pour les plateformes de partage de vidéos, les réseaux sociaux et les plateformes de diffusion en direct. Les régulateurs nationaux sont priés d'établir une structure de reconnaissance mutuelle dans ce domaine, en cas de sortie (probable) du Royaume-Uni du marché intérieur numérique.

Enfin, le secteur culturel veut avoir des assurances sur le maintien des programmes européens de subventions – Creative Europe, Horizon 2020 et autres fonds européens – au Royaume-Uni pendant la période de transition post-Brexit, qui de-

vrait courir jusqu'à fin 2020. Ils espèrent même que le Royaume-Uni pourra participer aux programmes dédiés à la culture et à l'éducation après 2020 – ce qui ne serait envisageable que si Londres contribue au budget européen.

La difficulté de l'exercice mené à Bozar tient au manque de visibilité quant à l'issue des négociations du retrait cadre de relations post-Brexit entre l'UE et le Royaume-Uni. Le Roumain Stefan Teisanu, directeur du centre culturel de Cluj se veut confiant dans la capacité d'adaptation du monde de la culture. *"À l'est, on a l'habitude de vivre et de travailler dans la crise et le chaos et on sait qu'il est possible d'en sortir quelque chose de bon."*

OleB

*"Il ne s'agit pas  
uniquement  
de limiter  
les dégâts, mais  
aussi de dire ce que  
nous voulons."*

**Francine Stock**

Romancière et présentatrice  
de radio et de télévision  
britannique.